

RENTREE DE L'APBEF-CI

Monsieur le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale,

Monsieur le Représentant Résident du Fonds Monétaire International,

Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux des banques et établissements financiers

Chers amis de la presse

Distingués invités, en vos grades et qualités

Mesdames, messieurs,

En mon nom personnel et en celui du Conseil Exécutif de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire (APBEF CI), Je voudrais vous souhaiter la cordiale bienvenue à la 2ième édition du petit déjeuner organisé par notre Association.

Comme indiqué lors de sa 1ère édition, l'organisation de cette rencontre marque le lancement officiel du début des activités de l'APBEF CI au titre de l'exercice 2013.

Avec votre permission, notre intervention portera sur les points suivants :

- I. Environnement Socio- économique Régional et National
- II. Activités du Conseil Exécutif au titre de 2012
- III. Activités Bancaires Financières
- IV. Activités du Conseil Exécutif au titre de 2013
- V. Conclusion

I. Environnement Socio- économique Régional et National

En 2012, l'UEMOA a globalement enregistré de bonnes performances macroéconomiques. La zone a bénéficié des mesures mises en œuvre des différents pays, de même que les efforts déployés à l'échelle de la communauté pour soutenir l'activité économique. La relance de l'activité économique en Côte d'Ivoire qui connaît un taux de croissance de 8.6% (2011 : -4.7% ; 2010 : 2,4%), ainsi que du regain d'activité au Niger tiré par le dynamisme de l'exploitation pétrolière qui nourrit une croissance de 12.7% la confortent.

Dans ce contexte, le PIB réel de l'Union a progressé de 5.8% en 2012, contre 0.6% en 2011 (2010 : 4.6%). On notera que cette performance a été réalisée malgré les crises socio politiques qui ont frappé deux pays de l'Union, le Mali (-1.5%) et la Guinée Bissau (0.7%).

Il faut également noter que l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de modération de la hausse des prix. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 2.8% contre 3.9% en 2011.

En 2013, le regain de l'activité économique devrait se poursuivre avec un taux de croissance projeté à 6.5%. Il sera porté par la consolidation de l'activité économique en Côte d'Ivoire, le dynamisme de l'activité minière dans l'Union et la poursuite d'une normalisation de la situation sociopolitique dans les différents Etats Membres. Le taux d'inflation projeté pour fin 2013 est de 1.5%. Les facteurs à l'origine de cette modération de l'inflation sont notamment la faiblesse de la demande mondiale qui atténue les risques pesant sur l'inflation importée et une baisse des produits alimentaires locaux, dans la perspective d'une campagne agricole 2013/2014 satisfaisante.

Au niveau de l'environnement réglementaire, différentes décisions ont été prises par la BCEAO :

La baisse du ratio de transformation à 50% contre 75% précédemment,

La suppression du ratio de structure de portefeuille de 60%

La création en cours d'une Agence titre UEMOA pour une meilleure gestion des émissions obligataires et des Bons du Trésor de l'Union

La création en cours d'un Fonds de Garantie de la compensation en vue de renforcer la liquidité du marché interbancaire

La création en cours des Spécialistes des Valeurs du Trésor (SVT) pour renforcer la dynamique du marché des titres et accroître la profondeur du marché financier régional

La baisse du taux d'intérêt du taux minimum de soumission aux opérations d'appels d'injection de liquidité de 3% à 2.75% ; le taux d'intérêt du guichet au prêt marginal de 4% à 3.75%.

Un taux de bancarisation de l'ordre de 8%

Au plan national, nous constatons :

Une amélioration globale de l'environnement sécuritaire

Des efforts pour l'amélioration de l'environnement des affaires avec la mise en service du Tribunal de commerce (décisions de justice On line), la réactivation du CEPICI, la mise en œuvre d'une commission DOING BUSINESS, d'une Commission pour le Millénium Challenge Corporation (MCC), des efforts pour la restructuration du fonctionnement de la justice avec d'importantes décisions prises en 2012,

Le redressement de l'activité est porté par les secteurs secondaires (+23,5%) d'évolution de l'indice de production industrielle en glissement annuel) et tertiaire, dont la croissance reste vigoureuse ; avec toutefois au niveau du secteur primaire (productions pétrolière (-11,1%).

C'est donc dans ce contexte que le Conseil Exécutif a déroulé son plan d'action 2012-2013.

II. Activités du Conseil Exécutif

Conformément aux missions assignées par son Assemblée Générale, le Conseil Exécutif a mis en œuvre un certain d'action ayant permis de renforcer la notoriété de notre association et sa représentativité auprès des Autorités, de ses membres et de la population. Le Conseil Exécutif, avec le soutien permanent de ses membres, a mené entre autres les actions suivantes :

- L'organisation de la « Journée du BANQUIER » consacrée au secteur de l'immobilier

- L'élaboration d'un Guide consacré à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme
- Différentes rencontres avec les Autorités (Nationales et de Régulation) pour défendre les préoccupations du secteur et les réformes souhaitées
- La participation aux travaux de refonte du Plan Comptable Bancaire
- L'édition trimestrielle d'une newsletter
- La participation à différentes commissions d'ordre technique en lieu avec les ministères et les partenaires au développement
- Le lancement d'une étude sur la notation harmonisée du portefeuille client
- Le lancement de la mise en place d'un code de déontologie au sein de la profession
- La participation aux activités de la FAPBEF dont la l'APBEF CI vient d'avoir la 1^{ère} Vice Présidence
- Le suivi de l'animation des commissions techniques de l'APBEF CI
- L'animation du site internet (informations actualisées)
- La décoration de certains dirigeants de banque dans l'ordre national de la République de Côte d'Ivoire
- Séminaire en partenariat avec le TRESOR PUBLIC sur le financement de la commande publique
- Etc

Je vous propose de vous présenter l'activité bancaire au 31 décembre 2012.

III. ACTIVITE BANCAIRE ET FINANCIERE

1. Le paysage bancaire

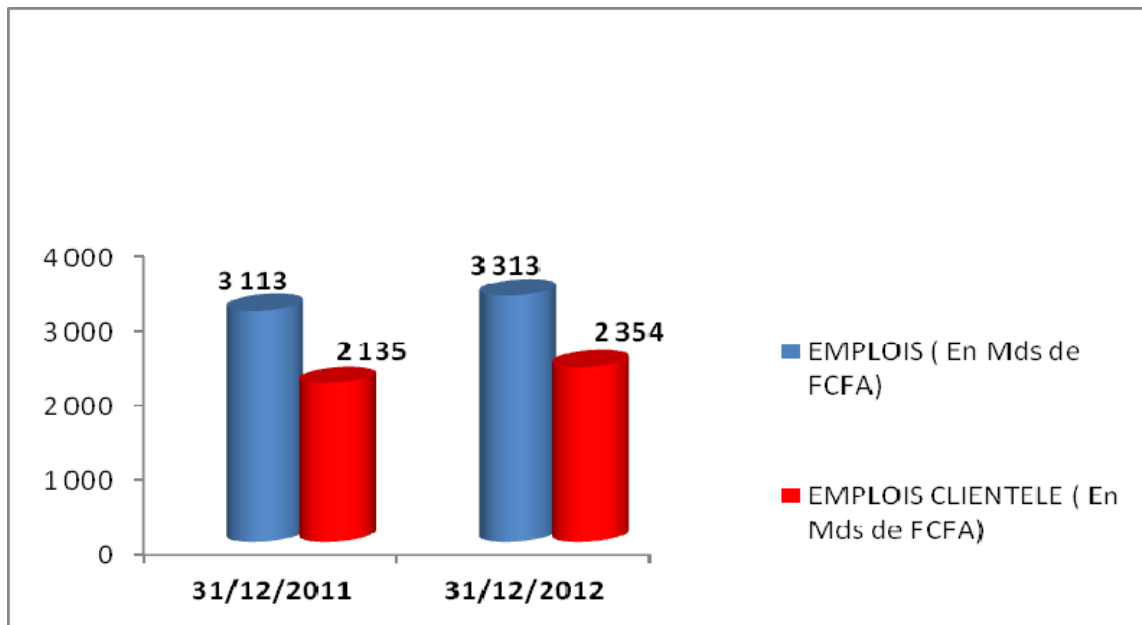
Le paysage bancaire ivoirien continue de se renforcer avec l'arrivée de Grands Groupe Bancaire de l'Afrique Subsaharienne et de l'Afrique du Nord. C'est ainsi que nous avons en 2012, l'arrivée sur notre marché de GT BANK (banque nigériane) et du Groupe Banque Centrale Populaire du Maroc dans la banque atlantique. De 2008 à 2012, 5 nouvelles banques ont obtenu leur agrément pour exercer en Côte d'Ivoire.

Menant une politique de proximité pour la plupart des établissements, le réseau d'agence a plus que doublé (144%), passant de 281 agences en 2008 à plus de 620 en 2012, avec une augmentation du nombre de compte de 130% : Le taux de bancarisation de l'ordre de 14% en 2011, devrait s'améliorer en 2012.

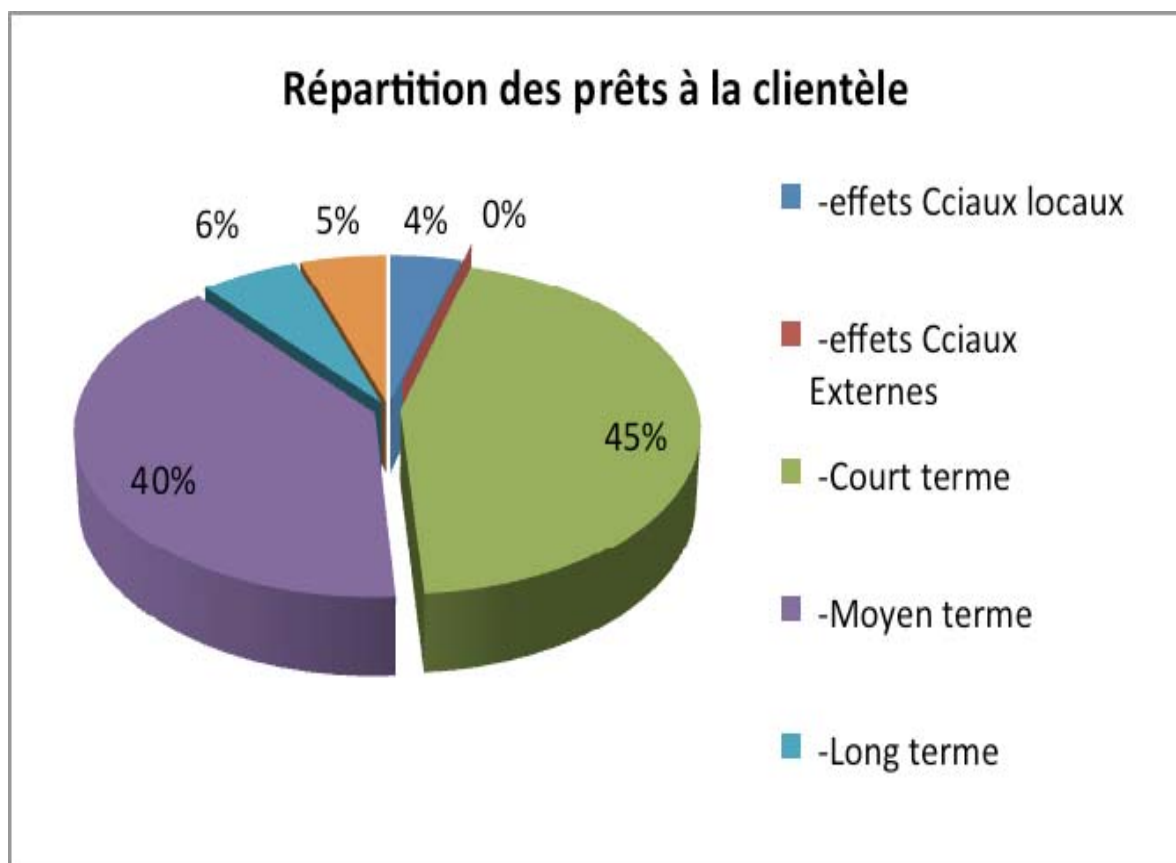
	2008	2009	2010	2011	2012*	Evolution 2011-2012 (%)
Nbre de Banques	19	20	21	23	23	-
Nbre d' Ets Financiers	3	3	1	1	1	-
Total ETC	22	23	22	24	24	-
Dépôts clientèle	2091 Mds	2339 Mds	2788 Mds	3371 Mds	3585 Mds	6%
Crédits clientèle	1754 Mds	1901 Mds	2138 Mds	2134 Mds	2354 Mds	10%
Effectif	4 529	4 695	5 779	6 000	6 600	10%
Agences	281	306	497	540	620	14.8%
Cumul bilans	2 867 Mds	3 088 Mds	3 633 Mds	4 331 Mds	4 981 Mds	15%

*provisoires

Evolution des Emplois



Répartition des prêts à la clientèle



IV. Les Activités du Conseil Exécutif en 2013

Le Conseil Exécutif poursuivra la mise en œuvre de son plan 2012-2013, avec notamment :

- La rentrée de l'APBEF
- Les différentes rencontres thématiques
- La participation à des débats économiques
- L'organisation de la 2^{ème} édition des Journées du Banquier
- La production de revues spécialisées (blanchiment, droit bancaire, etc.)
- L'organisation d'un atelier entre la BCEAO, le Trésor Public et la clientèle pour la résolution des problèmes rencontrés dans le cadre du rapatriement des recettes d'exportation
- L'élaboration d'une convention interprofessionnelle bancaire
- La réalisation d'une étude prospective sur l'industrie bancaire
- La finalisation du code de déontologie de la profession bancaire
- La Formation à l'élaboration d'une matrice des risques fiscaux
- Le lancement d'une étude en vue de la création d'un crédit logement.
- La signature d'un partenariat avec l'ETAT pour le financement de la commande publique
- La création d'un observatoire pour le suivi des recommandations du forum portant sur le financement du logement.

V. Conclusion

Comme vous le constatez tous, le secteur bancaire continu de se renforcer d'avantage et ce dans un environnement globalement favorable. Nous nous inscrivons dans la droite du Gouvernement qui ambitionne de faire la Côte

d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020 ; Pour y arriver le secteur bancaire continuera de jouer sa partition :

- Par une amélioration significative du taux de bancarisation
- Des financements plus importants de l'économie
- Des banques dotées de fonds propres colossaux
- Une mobilisation plus importante des ressources internes

Tout ceci est possible, avec un environnement de stabilité, avec l'implication de tous les acteurs : L'ETAT, les Autorités de Régulation....avec la poursuite des réformes en vue de rendre notre zone dynamique et pour poursuivre l'amélioration significative de l'environnement des affaires et le renforcement des règles de bonne gouvernance.

Je vous remercie de votre attention